

## Incendie de Rouen : une association écologiste va demander une "enquête environnementale dans les champs et les cours d'écoles"

avec France Bleu NormandiefranceinfoRadio France

3-4 minutes

---

- [Actualités](#)
- [Faits-divers](#)
- [Incendies](#)
- [Incendie d'un site Seveso à Rouen](#)

L'association Robin des bois estime vendredi que la transparence doit être faite sur la pollution due au nuage de fumée qui s'est dégagé de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen. "Une transparence totale" des pouvoirs publics demandée aussi par la CGT en Seine-Maritime.



Un homme regarde l'incendie au loin de l'usine Lubrizol à Rouen, le 26 septembre 2019. (PHILIPPE LOPEZ / AFP)

*"Ne pas croire au discours des autorités, c'est une manie bien française, mais là c'est un réflexe tout à fait fondé",* affirme le président de l'association écologiste Robin des Bois, Jacky Bonnemains, vendredi 27 septembre sur France Bleu Normandie. L'association va demander au préfet de la Seine-Maritime d'ouvrir une *"enquête environnementale dans les champs, dans les cours d'écoles"* en suivant la trajectoire du nuage de fumée qui s'est

dégagé de [l'incendie de l'usine Lubrizol](#) à Rouen et "*jusqu'à une profondeur de 20 à 30 kilomètres*". Le feu est éteint, mais [les pompiers restent mobilisés sur place](#).

>> [Incendie Lubrizol à Rouen : suivez notre direct](#)

*"Cette enquête doit durer plusieurs semaines et plusieurs mois et doit être faite aux frais de l'industriel"*, a-t-il ajouté, en demandant à la préfecture de *"mettre en demeure l'industriel"*. Alors que beaucoup d'auditeurs de France Bleu Normandie font part de leur incrédulité face à la communication rassurante de la préfecture du département, Jack Bonnemains pense qu'une certaine méfiance envers le discours des autorités est légitime.

*"Qu'il n'y ait pas de toxicité aiguë, c'est vraisemblable"*, ajoute le défenseur de l'environnement, *"maintenant qu'il y ait une toxicité chronique"* avec *"des problèmes comme des irritations oculaires, des difficultés respiratoires, des problèmes cutanés, et une dégradation générale de la qualité de vie, c'est certain"*, d'ailleurs *"attention aux pompiers qui ont été exposés"* et *"aux habitants de la métropole"*.

L'union départementale de la CGT en Seine-Maritime se veut aussi méfiante et exige vendredi sur France Bleu Normandie *"une transparence totale"* des pouvoirs publics sur le dossier.

Je ne crois pas au discours rassurant des autorités, je veux la transparence totale sur les résultats des analyses et la nature des produits qui ont brûlé. Gérard Le Corre, responsable CGT de Seine-Maritime sur France Bleu Normandie

*"Ce qu'on exige aujourd'hui, c'est la communication des analyses et des résultats"*, ajoute le responsable CGT de l'union départementale de Seine-Maritime, en rappelant que les premières informations données après l'incendie de Notre-Dame à Paris ne présentaient pas [la pollution au plomb](#) comme des analyses l'ont révélée ensuite.

LA NEWSLETTER ACTU Nous la préparons pour vous chaque matin